

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

A propos des Statuts (*Amédée Dunois*). — Les Mencheviki et Cronstadt (*Karl Radék*). — Franz Mehring (*G. Zinoviev*). — Pierre Lavrov et la Commune (*V. Bystreansky*).

Dans l'Internationale syndicale rouge : Pour l'union syndicale (*A. Rosmer*); Organisation et méthode de propagande (*J. Murphy*). — Comité de la 3^e Internationale; Bibliothèque communiste.

A propos des Statuts

DE bons statuts ne font pas nécessairement un bon parti. Exprimons-nous en d'autres termes : un bon parti ne se juge pas uniquement à la teneur de ses statuts, mais encore — mais plutôt — à l'usage que ce parti en fait, c'est-à-dire à l'action, publique ou clandestine, qu'il mène dans sa circonscription géographique, action de propagande ou action de combat.

Mais tout de même, il y a de bons statuts et il y en a de mauvais. C'est à nous en forger de bons que le congrès, qui s'est ouvert ce matin (1) rue de la Grange-aux-Belles, s'attache. Qu'est-ce donc que de bons statuts ?

Ce sont ceux qui feront prévaloir, dans le parti renouvelé par son adhésion à la III^e Internationale, quelques idées directrices d'une éminente simplicité. Ces quelques idées directrices s'énoncent à peu près ainsi : centralisation plus parfaite, discipline plus rigoureuse, plus grande unité d'action. A-t-on compris que ce qu'il faut combler, si nous voulons être à la mesure des vastes événements qui s'annoncent aux craquements de l'édifice social, ce sont les insuffisances avérées de notre ancienne organisation ? Assez pauvre chose, cette dernière : point d'autorité à la cime, point de discipline à la base ; à mi-côte, des fractions irréconciliables guer-

royant entre elles sans relâche ; un groupe parlementaire pratiquement indépendant, ses membres ne relevant que des fédérations départementales mal adaptées à l'œuvre de contrôle ; l'unité d'action si rarement réalisée qu'elle en prenait un peu l'apparence d'un mythe.

Comme tout le monde en France et peut-être un peu plus que tout le monde, j'ai été fédéraliste. Le mot d'autonomie a été pour moi l'un des plus beaux de la langue, l'idée qu'il contenait exprimant une réaction totale contre la centralisation monarchique, napoléonienne et bourgeoise — laquelle a « fait la France » beaucoup plus certainement que nos « quarante rois ». Oh ! j'étais — nous étions — pour l'organisation sans doute, mais tempérée sagement par le fédéralisme. Il y a dans presque tout Français, qu'il soit républicain, socialiste ou même royaliste, un honnête proudhonien qui sommeille ; c'est que nous avons, presque tous, plus ou moins fréquenté l'école de la petite industrie, de la petite culture, de la petite propriété et, couronnant le tout, du libéralisme et de la démocratie. Blanqui autrefois et, plus proche de nous, le Parti ouvrier français, semblent avoir compris seuls la nécessité, pour la révolution prolétarienne, d'être solidement organisée et de proscrire par conséquent, toute espèce de fédéralisme. Nous nous rendons compte aujourd'hui qu'à force de nous être entichés des libertés indivi-

(1) Cet article a été écrit entre la première et la seconde journée du Congrès.

duelles, nous avons acculé le Parti à l'impuissance. Qui veut être absolument libre (entre nous, singulier désir et étrange utopie !) qu'il n'entre pas dans un parti, lequel implique pour l'individu certaines limitations de soi-même, certaines diminutions de liberté. Un parti sans autorité, partant sans direction, n'est qu'une académie, un vaste salon où l'on cause ; un parti qui veut agir, au contraire, un parti digne du nom de parti, *est une armée* — une armée qui, il est vrai, nomme ses chefs, mais qui se doit d'autant plus de leur obéir qu'elle les a nommés.

Qui veut la fin veut les moyens : nous voulions faire de l'Internationale l'instrument de la guerre prolétarienne. Il nous fallait de bas en haut y restaurer la discipline qui fait — c'est d'expérience — la force des armées, y ranimer le sentiment des subordinations nécessaires, le sens de l'autorité légitime. L'individu n'est pas libre — absolument libre — dans la section ; la section n'est pas libre dans la fédération ; la fédération n'est pas libre dans le parti, qui n'est pas libre dans l'Internationale. Plus tard, quand, dans un suprême combat, nous aurons écrasé la bourgeoisie et abattu le capital, nous décentraliserons, s'il le faut, et jusqu'à l'individu, s'il se peut. En attendant, alors que la dure bataille est encore à gagner, organisons-nous en vue de la victoire, laquelle a ses conditions inéluctables. Ni politiquement, ni économiquement, la bourgeoisie ne décentralise ; elle n'en a pas même l'idée ; la bourgeoisie française n'a vaincu en 93 les classes privilégiées que par une concentration des pouvoirs comme n'en avait jamais encore connu l'histoire ; tandis que la Commune de 71 a été vaincue par la faute en grande partie des préjugés proudhoniens dont elle avait la cervelle farcie. Depuis un siècle, la centralisation du pouvoir a suivi celle du capital ; l'Etat est de nos jours plus fort, mieux armé, plus « autoritaire » qu'il ne l'était sous l'ancien régime, nonobstant toutes ses Bastilles. Tenir compte de cette force merveilleusement outillée de l'Etat moderne, comme de celle toujours grandissante des organisations capitalistes — dont Roger Francq nous donnait ces jours-ci une description si utile — c'est la première des conditions de la victoire dont je viens de parler. Il en résulte que par la concentration et par la discipline, il faut pousser au maximum la force de combat de la classe ouvrière ; et c'est bien le but que poursuivent, de Moscou, en plein accord de pensée et d'action, l'Internationale communiste et l'Internationale syndicale.

Et j'en reviens à nos statuts. D'excellents ca-

marades principalement dans la Seine, se sont dit très visiblement : Il nous faut de nouveaux statuts puisque nous sommes un nouveau parti... Nous ne sommes pas un nouveau parti ; nous sommes un ancien parti qui s'est débarrassé de ses tares, lavé de ses impuretés. Et ce ne sont pas de nouveaux statuts qu'il nous faut à tout prix. Les anciens nous suffisent, à condition qu'ils soient revus et corrigés dans la voie, tracée par l'expérience, de la concentration des pouvoirs, de la responsabilité et de la discipline.

Il ne semble pas que ce soit précisément dans ce sens que les amendements de la Fédération de la Seine aient tous été conçus. Beaucoup marquent un retour inconscient, mais formel, aux braves routines fédéralistes ; sous prétexte de renforcer la section — préoccupation légitime — on s'est laissé entraîner à vouloir affaiblir, sinon même à vouloir désarmer le Comité directeur ; on a parfois sacrifié à l'esprit de section le sentiment de l'Internationale. La section a des droits sur ses membres ; cela est entendu ; mais elle a des devoirs envers le Parti, comme le Parti envers l'Internationale. Les grands hommes de section qui prétendent s'y soustraire, n'ont pas de place parmi nous : le parti dissident — innommable cohue ! — est là qui les attend.

Nous voulons restaurer la discipline, non pas au nom de la discipline, qui, intrinsèquement, n'est rien et dont le nom n'est pas trop fait pour nous déplaire, *mais au nom des principes*. Les principes, tout est là. C'est de quoi nous manquons le plus. Quand nous aurons restauré les principes, la discipline suivra d'elle-même ; les principes, c'est pour nous la loi.

Amédée DUNOIS.

Comité de la 3^e Internationale

Réunion Plénière

Au cours de son assemblée plénière du vendredi 13 mai, le Comité de la 3^e Internationale a procédé au renouvellement de sa Commission Exécutive ; les camarades dont les noms suivent ont été désignés à l'unanimité pour en faire partie :

Marcelle Brunet, Boyet, Carlier, Clamamus, Fromentin, Godonnèche, Hattemberger, Halsfeld, Humbertot, Kaufmann, A. Ker, Fernand Lorient, Pierre Monatte, Monmousseau, Pothion, Ch. Rapoport, René Reynaud, Rochereuil, Boris Souvarine, Treint.

Le Secrétaire par intérim : René Reynaud.

Les Mencheviks et Cronstadt

Le *Messageur Socialiste*, organe du citoyen Martov, écrit que Trotsky, « à la tête de toute la nouvelle clique militariste et de tous les futurs liquidateurs bonapartistes de la Révolution russe, est allé anéantir, en la personne de Cronstadt, la force peut-être la plus solide sur laquelle cette révolution aurait pu s'appuyer à l'heure critique d'un véritable danger contre-révolutionnaire ». Cela prouve seulement qu'au fur et à mesure qu'il s'éloigne de la réalité russe, Martov grandit en insolence contre-révolutionnaire et devient le véritable fournisseur de mensonges antisoviétistes pour la Bourse européenne.

Ce qui importe plus que les calomnies du citoyen Martov, c'est l'appréciation des événements de Cronstadt eux-mêmes, donnés par l'organe menchévik. Il écrit :

« Si les masses, instruites par l'expérience bolchevique, continuant à avoir pour idéal le pouvoir des Soviets et à croire à la réalisation immédiatement possible du régime socialiste, sacrifient leur vie pour le programme menchévik, liberté politique, Soviets librement élus, affranchissement des Syndicats, suppression de la dictature du Parti Communiste et de la Terreur des Commissions Extraordinaires, compromis avec les paysans et concessions à la liberté du commerce, c'est la social-démocratie russe qui a lieu de se féliciter de son triomphe, d'autant plus même que, n'ayant aucune organisation à elle parmi les marins, elle a eu moins de part à leur mouvement. »

Tableau touchant : MM. les menchéviks sont en plein accord avec les marins de Cronstadt, et sans le savoir ces derniers ont suivi le programme et fait la politique des menchéviks. La vague populaire qui avait balayé les menchéviks les ramène à la surface... Comme cela est beau. Le citoyen Martov, son pince-nez à cheval sur le nez, est porté en triomphe par la masse populaire et lance d'une main des citations de Marx tendant à prouver que la Révolution russe ne peut pas dépasser le cadre de l'évolution bourgeoise, et de l'autre la proclamation du Comité menchévik de Pétrograd, qui tend à prouver exactement le contraire.

Mais le tableau n'est pas complet. Car au milieu des cris : « Vivent les Soviets sans parti ! » on voit se faufiler, à travers la foule, Milioukov, Bourtzev et Savinkov, dont la voix est plus forte et plus sonore que l'organe enroué de Martov. « Votre programme menchévik ? » crie Milioukov, mais c'est le nôtre, celui des Cadets », et Savinkov aussi, l'ami de Koltchak, de Denikine et de Youdenitch, le chef de cabinet politique de Balakhovitch, s'écrie : « C'est mon programme. » Le citoyen Martov essuie son pince-nez, toussé et bafouille : « Vous vous acquiènez à la Révolution, mais vous êtes pour la Constituante. » — « Et vous, avez-vous renoncé à la Constituante ? » lui demande Savinkov. Le citoyen Martov fait entendre quelques sons sur le marxisme et la dialectique qui, dit-il, dépend des circonstances... Mais le talentueux et expert diplomate Milioukov lui donne lecture d'une déclaration im-

mée dans le *Dernières Nouvelles*, en réponse à Zensinov, qui lui aussi avait juré ses grands dieux que la coïncidence du point de vue socialiste-révolutionnaire avec le point de vue cadet ne signifiait pas encore la coalition.

« En ce qui concerne la méthode à choisir pour obtenir la complète unanimité, Zensinov, et nous ajouterons Martov, a réellement une manière de s'exprimer qui s'explique moins par le fond de la chose que par des considérations tactiques. Nous le comprenons, et c'est pourquoi nous n'entrerons pas en polémique avec lui, lui laissant la responsabilité de sa terminologie. »

Et, en effet, pourquoi Milioukov et Martov se disputeraient-ils pour savoir lequel s'est acquièné le premier aux événements de Cronstadt ? Les cadets de Paris ou bien les amis de Martov ? Le sens de leur politique est le même. Bien plus, les *Dernières Nouvelles*, en préconisant les Soviets sans parti, déclarent franchement que c'est une façon d'obtenir, pour commencer, un Gouvernement de « Socialistes » modérés, qui peu à peu cédera la place à un Gouvernement bourgeois. Le plus remarquable dans toute la philosophie que Martov distille à propos de Cronstadt, c'est justement qu'il ne veut pas voir qu'il joue le rôle de l'âne sur lequel est monté Milioukov, ne comptant plus sur le cheval blanc de Wrangel. Et les impérialistes français et les blancs se sont convaincus qu'en envoyant des généraux tsaristes combattre le Pouvoir des Soviets, ils épouvantent le paysan et le poussent à s'allier de plus belle avec la classe ouvrière sous la direction du Parti Communiste. Aussi le Gouvernement français a-t-il fait son deuil de Wrangel et donne l'ordre aux cadets de s'arranger avec les socialistes-révolutionnaires. L'organe de Martov nous apprend lui-même que les invitations à la Conférence des membres de la Constituante ont été expédiées par Leygues en personne. Les cadets de gauche et les socialistes-révolutionnaires de droite, couvrant de leur personne le propriétaire foncier, sont entrés dans le rôle d'amis du paysan. La Constituante les gênait, parce qu'elle est impopulaire dans les masses. Cronstadt leur a ouvert les yeux, et maintenant la contre-révolution a fait son jeu sur les Soviets sans parti.

Voilà ce que n'a pas vu le citoyen Martov et toute sa confrérie, car Martov est un homme honnête, incapable de servir consciemment la contre-révolution. Mais, par bonheur pour la contre-révolution, Martov est un étrange révolutionnaire, qui perd connaissance au moment où cela lui est utile et qui sert la contre-révolution sans le savoir et même en croyant servir la Révolution.

Rosa Luxembourg écrivait un jour, à propos de Frédéric Naumann, sorte de lieutenant socialiste de l'impérialisme allemand, que les plus utiles serviteurs de la bourgeoisie ne sont pas les filous conscients, mais les sincères inconscients. Nous n'avons jamais nié que Martov ne soit un homme sincère.

Karl RADEK.

=: FRANZ MEHRING :=

Franz Mehring, patriarche du communisme allemand, est mort à Berlin le 3 février 1919.

En vérité les ennemis du riche meurent, — un ami du pauvre meurt.

Des misérables qui s'intitulent social-démocrates ont assassiné Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg. Franz Mehring, lui, est emporté dans la tombe par une maladie dont l'issue fatale a naturellement été précipitée par la campagne de tortionnaires que Scheidemann et les siens ont entreprise contre la classe ouvrière allemande.

Franz Mehring était né en 1846. Il avait donc 73 ans et cependant jusqu'au dernier moment il conserva sa vaillance spirituelle et ses amis l'appelaient en plaisantant « le plus jeune des communistes allemands ».

Mehring était issu d'une famille de bourgeoisie fortunée et avait reçu une éducation purement bourgeoise. Les premières années de son activité il les passa au sein de la bourgeoisie ; pendant plusieurs années il combattit même activement la social-démocratie allemande de ce temps-là.

Vers 1880 une transformation radicale s'accomplit dans la philosophie de Franz Mehring. Mehring se range du côté de la classe ouvrière.

Et c'est très caractéristique pour Mehring il se rapproche de la social-démocratie allemande précisément alors qu'elle subit de la part du gouvernement allemand et de la bourgeoisie la plus cruelle persécution. Précisément en ces années où étaient en vigueur les lois d'exception contre les socialistes, où toutes les recrues de hasard s'écartaient du socialisme, où les gens qualifiés « convenables » considéraient de leur devoir de calomnier la social-démocratie, où les intellectuels fuyaient le parti ouvrier comme la peste, — c'est précisément alors que Franz Mehring crut de son devoir de soutenir le parti ouvrier traqué, persécuté et calomnié par la malveillance bourgeoise.

Franz Mehring entre dans la social-démocratie allemande et au bout de quelques années, il y occupe déjà une des places les plus en vue à côté de Bebel, de Wilhelm Liebknecht et de Singer. Publiciste brillant, il devient la terreur de la presse bourgeoise. Ses coups sont toujours justes. Ses pamphlets contre Stecker (1882) et contre le fameux Eugène Richter lui conquièrent de suite la première place dans le journalisme allemand. Chaque pamphlet politique de Franz Mehring devient un événement littéraire et souvent un événe-

ment politique. Chacun de ses articles frappe douloureusement l'adversaire. Chaque flèche littéraire de ce remarquable militant frappe l'adversaire précisément à l'endroit visé. Et Mehring était aussi un grand théoricien du marxisme. Nous trouvons en lui, unis, un brillant pamphlétaire et un incomparable journaliste politique. Mehring était considéré comme le premier journaliste de l'Allemagne, comme un historien et un théoricien remarquable, presque comme un savant. Dans le domaine des recherches historiques il nous a donné de brillants exemples d'interprétation matérialiste de l'histoire. Le remarquable travail de Mehring, *die Lessing Legende (la Légende de Lessing)* est indiscutablement un des chefs-d'œuvre de l'historiographie matérialiste et de la critique littéraire marxiste.

L'*Histoire de la social-démocratie allemande* de Mehring jouit surtout d'une grande réputation. Ce livre n'est pas impeccable. Par exemple l'appréciation par Mehring de la position de Lassalle, là où elle ne concordait pas avec celle de Marx a été maintes fois et tout à fait justement critiquée. Mehring ne voulait pas reconnaître combien avait raison Karl Marx dans sa lutte contre certains côtés de l'enseignement de Lassalle (questions de « patriotisme », etc.). Mais ce travail de Mehring est néanmoins une précieuse contribution à l'histoire du mouvement ouvrier international.

Vers 1890 au début de la lutte entre les révisionnistes et les marxistes, Franz Mehring prit de suite sans hésiter, position contre le révisionnisme avec Rosa Luxembourg, Kautsky et Parvus (Kautsky et Parvus en ce temps-là étaient encore socialistes), Franz Mehring entreprend une campagne littéraire contre les conciliateurs de cette époque, les révisionnistes. Et les coups que Mehring leur porta furent toujours fatals aux révisionnistes.

Franz Mehring rédige longtemps le journal des ouvriers de Leipzig *Leipziger Volkszeitung*. Ce sont les années où fleurit son activité littéraire.

Il élève le journal de Leipzig à une hauteur incomparable. Grâce à son travail, l'organe des ouvriers de Leipzig occupe la première place dans la presse socialiste du monde.

Ensuite Franz Mehring devient un des rédacteurs et le collaborateur le plus marquant du journal scientifique de la social-démocratie allemande *die Neue Zeit*. Les articles de fond de Mehring signés dans ce journal non de sa signature mais d'un petit signe représen-

tant une flèche furent toujours des exemples d'élégance littéraire et en même temps de maîtrise théorique.

En 1910 le principal rédacteur de *die Neue Zeit*, Karl Kautsky commence à se tourner vers la droite. Kautsky tente de fonder un groupe moyen, le groupe du centre. Kautsky commence à équivoquer entre les partisans de Rosa Luxembourg et ceux des révisionnistes Bernstein, David et C^{ie}. Pendant une courte période Franz Mehring occupe dans cette lutte une position neutre. Mais très promptement il se convainc que Kautsky abandonne la position du marxisme et livre honteusement l'enseignement marxisme aux insultes de la valetaille bourgeoise qui s'intitule social-démocrate. Et Franz Mehring sans hésiter déclare la guerre à son collaborateur de longues années Karl Kautsky. La lutte devient peu à peu de plus en plus aiguë et Franz Mehring finit par rompre définitivement avec l'indécis Kautsky et ses amis.

Déjà avant la guerre les bolcheviks allemands forment un groupe de « gauche radicale » comme on l'appelait en Allemagne. Les premiers théoriciens reconnus de ce groupe sont Franz Mehring, Clara Zetkin et Rosa Luxembourg. Bientôt Karl Liebknecht s'y joint comme l'un de ses chefs politiques.

Et la guerre impérialiste éclate.

Le 4 août 1914, la social-démocratie allemande vote les crédits militaires et se range décidément de cette façon aux côtés de la bourgeoisie. Karl Kautsky met en mouvement tout son appareil scientifique pour justifier malgré les données du marxisme l'odieuse trahison commise par Scheidemann et ses pairs. Karl Liebknecht seul vote contre le crédit militaire sauvant ainsi l'honneur de la classe ouvrière allemande. Franz Mehring n'hésite pas à solidariser avec lui et déclare la guerre aux social-chauvinistes.

Au moment où la débauche du chauvinisme en Allemagne atteint ses extrêmes limites, quand toute la presse social-démocrate allemande rampe aux pieds de son monarque adoré Guillaume, quand tout le monde en Allemagne est ivre de chauvinisme, et quand au milieu de la classe ouvrière allemande on s'efforce d'allumer surtout la haine de l'Anglais, Franz Mehring avec Clara Zetkin et Rosa Luxembourg publient leur premier manifeste dans lequel ils expriment à l'adresse des ouvriers anglais et de toute l'internationale ouvrière leurs sentiments fraternels. Il faut se rappeler l'atmosphère de ce moment, saturée d'une haine générale, pour comprendre toute la signification de cette lettre. C'était la première hirondelle de la Troisième Internationale

Franz Mehring ne put venir lui-même à la

conférence de Zimmerwald, mais il nous envoya une lettre d'amical encouragement. Et dans cette lettre il nous disait : « Ne combattez pas seulement les partisans de Scheidemann, démasquez jusqu'au bout les partisans du « centre » indécis, dirigé par l'incolore Kautsky ».

La clique de Guillaume mit Franz Mehring en prison. Malade, âgé de 70 ans, on l'y garda dans des conditions invraisemblablement dures. Mais, comme on sait, la clique de Guillaume ne se comportait pas toujours d'une façon aussi éhontée que celle de Scheidemann aujourd'hui. Franz Mehring est libéré et il se remet immédiatement au travail dans les rangs des bolcheviks allemands. Il écrit des feuilles illégales, il collabore au journal illégal *Spartacus*, il envoie à la presse internationaliste de Suisse des correspondances sur le mouvement ouvrier allemand, il correspond avec de nombreux jeunes camarades, les encourage et les pousse au combat.

Liebknecht et Rosa Luxembourg sont en prison, Clara Zetkin est malade ; pendant un temps toute la direction idéologique du groupe *Spartacus* repose sur les épaules du vieux Mehring. Et Mehring remplit brillamment sa tâche.

Dès les premiers effets de la révolution russe, Franz Mehring se range entièrement du côté des bolcheviks. Axelrod, Martov et d'autres mencheviks liés depuis de longues années avec tous les chefs de la social-démocratie allemande et notamment avec Franz Mehring, tentent, par des informations mensongères de suggérer à Mehring la pensée que les bolcheviks perdent la révolution russe. Mais il perçoit le mensonge menchevik et se range entièrement avec nous...

Nous nous rappelons la situation aussitôt après la paix de Brest-Litovsk. On nous disait que les ouvriers allemands verraient dans cette paix, de notre part, une trahison envers le prolétariat allemand. Il n'y avait pas de calomnie qu'on ne déversât sur nos têtes en ces jours inoubliablement pénibles et douloureux. Dans la presse allemande les gens de Scheidemann et ceux de Kautsky répétaient sans vergogne les racontars répandus en Russie par nos nombreux ennemis. A ce moment s'élève la protestation de Franz Mehring. Il intervient avec un article remarquable au sujet de la paix de Brest-Litovsk, prévoyant le moment quand cette paix d'étranglement imposée par les impérialistes allemands aux ouvriers russes perdant le sang à flots se retournera contre eux-mêmes.

Dès ce moment Franz Mehring ne cesse de nous envoyer, chaque fois que l'occasion s'en présente et que le lui permet sa santé chancelante article sur article, dans lesquels il se

solidarise pleinement et sans réserve avec nous, communistes.

Quand commença la rébellion contre-révolutionnaire des Tchéco-Slovaques, quand les Socialistes-Révolutionnaires de droite et les menchevik nous obligèrent à tirer l'épée et à recourir à la terreur rouge, la campagne de calomnies qui se poursuivait à l'étranger contre le bolchevisme fut encore intensifiée. Toute la bourgeoisie européenne et la presse des socialistes « conciliateurs » ne parlaient de nous qu'avec un cynisme invraisemblable et, pour ainsi dire, l'écume à la bouche.

A ce moment Franz Mehring, si vieux, se leva encore et déclara dans un de ses mémorables articles : « Oui, si les bolcheviks, dans leur lutte contre les ennemis de la révolution prolétarienne étaient encore dix fois plus impitoyables, la vérité historique resterait quand même avec eux ! » Et Mehring ajoute : « Si les bolcheviks restent au pouvoir, leurs exploits seront bénis par la classe ouvrière du monde entier, tandis que si la coalition réactionnaire réussit à les faire tomber, la classe ouvrière du monde entier sera pour des dizaines d'années rejetée en arrière ».

Quand le groupe *Spartacus* adopta le nom de Parti Communiste, Franz Mehring fut heureux comme un enfant. Il s'appelait communiste avec fierté et rêvait comme du plus grand honneur de consacrer le reste de ses jours au travail au sein de ce parti.

Et voici maintenant que Franz Mehring n'est plus. Il est mort quelques jours après que ses amis personnels Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg ont été lâchement assassinés, il est mort au moment où la bataille pour le communisme entre, en Allemagne, dans sa phase décisive,

Bien des militants des anciennes générations au cours de ces dernières années nous ont tourné le dos. Et c'est avec un double sentiment que nous avons conduit à leur dernière demeure des hommes tels que Vaillant et Plekhanov. Nous leur étions reconnaissants pour l'énorme travail qu'ils ont accompli au temps où, allant à contre-courant, ils ouvraient un chemin au socialisme. Et nous déplorions la politique bourgeoise qu'ils ont poursuivie dans les dernières années de leur vie et par laquelle ils ont porté un si grand préjudice à la cause de la classe ouvrière.

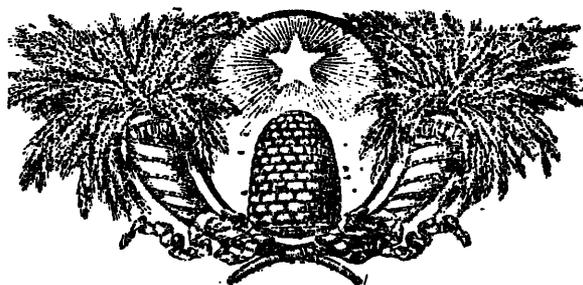
Mais c'est avec un tout autre sentiment que nous avons conduit à sa tombe le vieux Franz Mehring. Et nous avons respectueusement plié le genou devant la tombe du vieux et du glorieux lutteur.

Le lecteur n'a pas oublié ce jeune homme de 20 ans, ouvrier spartakiste, que l'on voulut, pendant la répression du mouvement révolutionnaire, obliger à crier devant le canon d'un

revolver : « Vive Scheidemann ! » et qui, en mourant, cria : « Vive Karl Liebknecht ! » Telle est la jeunesse communiste en Allemagne. Cette figure de jeune homme restera toujours un exemple d'abnégation et de dévouement à la cause ouvrière.

Et nous verrons toujours à côté d'elle dans le Panthéon du communisme la silhouette courbée sous les années de l'inflexible communiste, aux cheveux blancs, Mehring, qui jusqu'à la dernière heure de sa vie « ne connut qu'une pensée et qu'une passion, — mais ardente » : la lutte pour la victoire de la Commune universelle.

G. ZINOVIEV.



Bibliothèque _____
 _____ **Communiste**
PARIS _____
123, rue Montmartre

A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution</i> (préface de Boris Souvarine).....	0 50
KEHTJENZEV. — <i>Les Alliés et la Russie</i>	3 »
ALEXANDRA KOLLONTAI — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i>	0 40
LÉNINE. — <i>La maladie infantile du Communisme</i>	4 »
LÉNINE. — <i>La Révolution prolétarienne</i>	4 »
LÉNINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i>	0 25
LÉNINE. — <i>Les Bolcheviks et les Paysans</i>	0 40
S. J. RUTGERS. — <i>En Russie Soviétique</i>	0 75
BORIS SOUVARINE. — <i>La 3^e Internationale</i>	épuisé
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks</i>	épuisé
TROTSKY. — <i>Terrorisme et Communisme</i>	7 »
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i>	épuisé
TROTSKY. — <i>Les Soviets et l'Impérialisme mondial</i>	épuisé
TROTSKY. — <i>La Commune de Paris et la Russie des Soviets</i>	0 60
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batzilles révolutionnaires de l'Allemagne</i>	0 75
*** <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i>	0 60

Dans l'Internationale syndicale rouge

POUR L'UNION SYNDICALE

Les communistes doivent-ils travailler au sein des organisations ouvrières réformistes, ou bien doivent-ils créer de nouvelles organisations dont ils auraient la direction et dont le programme d'action serait conforme à leurs principes ?

La question ne s'est posée en France, d'une manière concrète, que tout récemment. Elle s'est posée pour la première fois devant les éléments de gauche car, avant la guerre, quand la Confédération Générale du Travail était révolutionnaire, certaines organisations réformistes, l'avaient déjà tranchée pour leur compte. C'est ainsi que la Fédération des mineurs, de tendance réformiste dans sa majorité, est restée longtemps en dehors de la Confédération générale du Travail.

C'est dans la Fédération des Métaux que des propositions de scission ont surgi tout d'abord vers la fin de 1918. La défection de Merrheim, secrétaire de la Fédération qui se produisit à cette époque, lorsqu'il se réconcilia avec Jouhaux, secrétaire de la Confédération Générale du Travail, qu'il n'avait cessé d'attaquer jusqu'alors, indigna beaucoup de bons camarades qui proposèrent de boycotter la Fédération, en cessant d'y verser désormais leurs cotisations. Dans le département de la Seine, notamment, où les éléments révolutionnaires étaient nombreux, la question se posa tout de suite avec force. Notre argent disaient-ils est employé à nous combattre et à duper la classe ouvrière ; gardons le pour nous et servons-nous en pour notre propagande.

Mais des camarades non moins indignés de la défection du secrétaire fédéral mais plus clairvoyants montrèrent que cet argument était trop simpliste. Sans doute les cotisations des révolutionnaires servaient désormais à alimenter l'action réformiste et néfaste de la Fédération, mais il fallait envisager le problème dans l'ensemble et ce problème était le suivant. Comment ramener la Fédération dans la voie révolutionnaire ? Comment chasser ses chefs devenus des renégats ? Quitter la Fédération, c'était laisser à ceux-ci le champ libre pour leur action détestable, c'était leur abandonner la masse des travailleurs syndiqués car il était bien sûr que ceux-ci n'auraient eu que des effectifs faibles et auraient perdu le contact avec la masse.

Le point de vue favorable à la scission fut défendu avec acharnement et persévérance surtout par des camarades anarchistes. Mais il ne triompha pas. Il fut vivement combattu par le groupe de la « Vie Ouvrière », resté fidèle aux principes du syndicalisme révolutionnaire, qui avait, dès le début de la guerre, lorsque la trahison de Jouhaux et Cie avait entraîné la Confédération Générale du Travail dans la voie réformiste, préconisé la formation dans tous les syndicats, de nouveaux syndicalistes révolutionnaires pour mener la lutte contre les renégats du syndicalisme et ramener la Confédération générale du Travail à sa tradition révolutionnaire. C'était là, comme on le voit une tactique assez semblable à celle adoptée par le 2^e Congrès de l'Internationale Communiste, quand il

demanda aux communistes de rester dans les syndicats réformistes, de s'y grouper et de former partout des noyaux communistes. C'est cette tactique qui a finalement triomphé et aujourd'hui les syndicats « minoritaires » — c'est-à-dire révolutionnaires — sont reliés entre eux par un organisme qui a pour tâche de coordonner leur action d'ensemble. Et, bien que des propositions de scission surgissent encore de temps en temps, elles ont peu de chance d'être adoptées.

Les arguments qu'on peut faire valoir en faveur de l'unité syndicale ouvrière et contre la scission sont bien connus. Les discussions qui ont eu lieu au 2^e Congrès de l'Internationale Communiste et les thèses qui ont été adoptées, les ont mis une fois de plus en relief. Il peut toutefois se présenter des situations particulières, comme c'est le cas, par exemple pour les Etats-Unis. Ces situations particulières ne peuvent être tranchées par l'application pure et simple de la règle commune admise. Elles exigent un examen particulier et une solution particulière.

Aux Etats-Unis les Fédérations de métiers qui composent l'« American Federation of Labour », dont le président est le jaune avéré Gompers, ne groupent qu'une faible minorité des ouvriers de ce vaste pays. C'est là un état de choses voulu par elles, car ce qu'elles désirent ce n'est pas unir tous les travailleurs mais n'en grouper au contraire qu'une petite partie, de manière à constituer une sorte d'aristocratie ouvrière. Les moyens employés pour atteindre ce but consistent, entre autres, dans l'imposition d'un droit d'entrée très élevé et dans l'élimination systématique de tous les ouvriers non-qualifiés, dédaignés par les nouveaux aristocrates du travail et abandonnés sans défense à l'exploitation capitaliste.

Cependant, des événements récents ont montré que cet état de choses qui existe depuis de longues années, est aujourd'hui travaillé par de nouveaux courants. La domination exercée par Gompers et ses acolytes se trouve menacée sérieusement, et même au sein de ces organisations ultra-réformistes et aristocratiques, la lutte révolutionnaire devient possible. C'est là un fait très important.

Mais cette situation n'a d'équivalent nulle part ailleurs et presque partout en Europe, la question se pose d'une façon identique, en Angleterre, comme en Allemagne, comme en France.

Là où des organisations existent qui groupent déjà des dizaines et des dizaines de mille de travailleurs, c'est dans ces organisations que tous les vrais révolutionnaires doivent mener la bataille.

Sans doute, il est plus facile de faire la scission, de désertir les syndicats réformistes et de créer, à côté d'eux, des syndicats révolutionnaires.

Mais les nouveaux syndicats ainsi formés sont condamnés, par la force même des choses, à rester peu importants comme nombre d'adhérents et, ce qui est plus grave, à demeurer sans influence sur la masse des travailleurs, à se renfermer d'avance dans une

action, qui, si excellente qu'elle puisse être théorique-ment, se trouve, en fait, limitée à un cadre étroit.

La lutte est plus dure dans les vieux syndicats réformistes, mais elle est aussi plus fructueuse. Dans les circonstances présentes les occasions d'agir ne manquent pas. L'instabilité de la production, l'élévation incessante du coût de la vie, jettent les ouvriers dans des grèves fréquentes. Et c'est alors la tâche des communistes de tirer la leçon des événements, de montrer que la lutte pour la simple augmentation de salaires est une lutte insuffisante puisqu'elle est aussitôt suivie d'une augmentation correspondante du coût de la vie, et que c'est au système capitaliste lui-même qu'il faut s'attaquer.

Ils trouvent en outre dans ces mouvements, des possibilités de montrer, d'une manière concrète, la duplicité des chefs réformistes qui ne peuvent dissimuler, au cours de ces mouvements, leur volonté de les paralyser, de les canaliser et de les détourner dans des

voies sans issue pour les empêcher d'aller jusqu'à leur conclusion logique et nécessaire. Ces chefs ont, sur le fond des choses, le même point de vue que les capitalistes ; comme eux ils s'efforcent de consolider le vieux monde que la guerre impérialiste a si fortement ébranlé et, irrémédiablement atteint dans son équilibre.

Les communistes doivent dire tout cela aux travailleurs ; ils doivent pour eux, tirer la leçon des événements qui se déroulent actuellement à une si prodigieuse allure, en même temps qu'ils précisent le rôle des chefs réformistes et des renégats.

Mais il faut qu'ils soient convaincus qu'ils n'auront de chance d'être entendus de la masse des travailleurs que s'ils restent en contact étroit avec cette masse, s'ils mènent la bataille, avec elle, dans les mêmes syndicats. C'est sur ce terrain qu'ils peuvent exercer leur action avec le maximum de résultats.

A. ROSMER.

ORGANISATION ET MÉTHODE DE PROPAGANDE

Le moment décisif de la lutte dans les syndicats est arrivé.

L'élan révolutionnaire des masses dans les syndicats devient de plus en plus grand ; de la collaboration pacifique avec le capitalisme, le syndicalisme passe à l'action révolutionnaire contre le capitalisme. Le commencement de ce changement fondamental montre la nécessité d'une lutte entre le vieil esprit et le nouveau, le conflit du réformisme et de la révolution, la bataille pour une direction nouvelle et pour un nouveau programme d'action.

De même que les partis politiques ont été obligés d'adapter leur tactique aux objectifs et à la politique des partis respectifs, les organisations économiques ouvrières ont besoin de redresser leur ligne d'action conformément à leurs buts et à leur politique.

Le point de vue des partis politiques est plus clair que jamais, l'avant-garde du mouvement révolutionnaire auquel adhèrent les uns auprès les autres les ouvriers du monde entier, est rassemblée et organisée dans la 3^e Internationale Communiste.

Les forces conservatrices sont condamnées à la décomposition dans la 2^e Internationale, et ces forces serviront d'entrave au mouvement ouvrier, jusqu'au moment où la révolution, éclatant en Occident, les détruira comme restes inutiles du passé.

Un mouvement analogue se passe dans les Syndicats. A la 2^e Internationale correspond la Confédération « jaune » des Syndicats d'Amsterdam, avec sa politique contre-révolutionnaire et antiprolétarienne.

A la 3^e Internationale Communiste, organisation politique, correspond le Conseil Provisoire International des Syndicats ouvriers, organisation syndicale. Le Conseil Provisoire International des Syndicats ouvriers fut fondé lors du deuxième Congrès mondial de l'Internationale Communiste.

Y ont adhéré toutes les organisations syndicales représentées au Congrès.

En font partie à présent :

Russie : C. G. T. ;

Bulgarie : Centrale Syndicale ;

Italie : Union Syndicale Italienne et C. G. T. ;
Espagne : Confédération Nationale du Travail ;
Allemagne : Syndicalistes (localistes) ;
Hollande : Fédération des Ouvriers des Transports ;

Fédération des Ouvriers des Transports des Indes Néerlandaises ;

Confédération Régionale du Travail d'Argentine ;
France : Syndicats révolutionnaires (Minorité de la C. G. T.) ;

Géorgie : Minorité révolutionnaire ;

Conseil des Syndicats d'Azerbeïdjan ;

Conseil des Syndicats de l'Extrême-Orient ;

I. W. W. Amérique ;

I. W. W. Australie ;

I. W. W. Angleterre ;

Minorité communiste des Syndicats autrichiens ;

Commission Syndicale de Zurich ;

Commission Syndicale de Bâle ;

Confédération Générale du Travail de Grèce.

Toutes ces organisations ont rompu avec la Fédération jaune d'Amsterdam, et beaucoup d'autres organisations syndicales vont certainement se ranger du côté des forces révolutionnaires, mais notre tâche n'est pas seulement de les amener au Conseil International. Nous avons un plus grand travail à accomplir.

Les Syndicats adhérents à Amsterdam deviendront de plus en plus révolutionnaires, car la lutte économique devient de plus en plus intense, et elle pousse les masses ouvrières à se révolter, et tandis que les ouvriers sont inspirés par des idées nouvelles et animés par une audace nouvelle, leurs chefs restent hésitants, réactionnaires et ne répondent pas à leurs aspirations et à leur élan révolutionnaire. Aussi devons-nous nous efforcer de détacher les syndicats de la Fédération d'Amsterdam et de les amener à nous, dans les rangs de l'Union Syndicale Rouge.

Cette tâche incombe dans chaque pays aux éléments de gauche du mouvement ouvrier. Aussi, nous adressons-nous à ces éléments-là en leur demandant d'unir toutes les forces révolutionnaires du

mouvement syndical, indépendamment de leur forme d'organisation.

Les formes d'organisation, si importantes qu'elles puissent être, ne sont pas au-dessus du but et de l'essence du mouvement, et nous ne devons pas leur permettre de gêner le rassemblement des organisations économiques du prolétariat dans la lutte révolutionnaire.

Nous devons lutter activement contre le réformisme, nous devons combattre l'influence des Legien, des Jouhaux, des Gompers, des Henderson ; devons détruire Amsterdam, la forteresse jaune de la réaction.

Les forces réactionnaires sont encore puissantes dans les syndicats, et il faut que les sections de gauche concentrent toute leur énergie, toutes leurs forces pour les attaquer, plutôt que de se fragmenter en petits groupes sectaires, avec cet objectif principal devant nous. Nous demandons à tous nos camarades de gauche de s'unir dans l'action, de ne pas permettre aux divergences doctrinaires d'entraver le développement de ce grand mouvement révolutionnaire, d'attirer vers nous tous les travailleurs, car les dissentiments accessoires se dissiperont au cours de la lutte et lors du Congrès des Syndicats Rouges.

L'organisation de la campagne de propagande sera naturellement différente dans chaque pays et dépendra de la corrélation des forces dans les syndicats mêmes. Il est possible qu'il soit nécessaire, dans certains pays, de mener la lutte dans les syndicats de gauche aussi bien que dans ceux de droite.

Dans certains pays, les forces de gauche peuvent être déjà concentrées ou peuvent s'organiser contre les éléments de droite ; dans d'autres encore, les relations entre certains groupements peuvent devenir si tendues que le but principal du mouvement révolutionnaire international en soit obscurci, que toute organisation immédiate ayant en vue l'union des forces de gauche devienne impossible.

Ainsi, quelque désirable que soit la création d'un seul mouvement de propagande centralisé, ce serait une faute de considérer d'avance cette proposition comme une règle ferme inébranlable. Mais nous devons nous hâter de créer dans chaque pays un Comité Central afin de mener et de coordonner notre campagne de propagande. Si dans quelques pays il y a déjà des comités, il faut alors coordonner notre action avec celle de ces comités, car notre proposition n'est pas absolue ; nous insistons seulement que là où c'est possible, il soit créé des Comités centraux uniques. Qu'il y ait deux ou trois Comités centraux, qu'ils aient été précédés par la création de Comités locaux de propagande ou *vice versa*, nous devons poursuivre notre campagne nationale d'après des données spéciales, aussi bien que générales.

Il y a par exemple des syndicats beaucoup plus révolutionnaires que d'autres dans leur action, mais qui ne marchent pas encore avec nous. C'est de ce côté-là que doit être immédiatement dirigée notre énergie ; nous devons mener une vive campagne pour les amener au Conseil Provisoire International des Syndicats Rouges.

Plusieurs industries sont tellement développées et si importantes pour la vie du pays, elles groupent de si larges masses ouvrières, organisées en syndicats

puissants, qu'elles sont en état d'entraîner vers l'action toute la classe ouvrière.

Nous voulons amener de notre côté tous les syndicats ; pourtant, les syndicats sus-indiqués, jouant dans la lutte révolutionnaire un rôle prépondérant, ils doivent être conquis en premier lieu.

Notre attention, alors, doit être surtout fixée sur les mineurs, sur les cheminots, sur les ouvriers des transports, une campagne spéciale doit être organisée dans leurs Unions mêmes.

Il se peut que, dans quelques pays, la campagne puisse être menée dans tous les syndicats en même temps. Dans tous les cas, ces suggestions doivent être prises en considération :

Les ouvriers révolutionnaires de toutes les organisations, soit syndicat professionnel, soit syndicat industriel, soit comité d'usine, doivent créer des comités spéciaux de propagande pour faire comprendre aux ouvriers le vrai caractère de l'Internationale Rouge des Syndicats Ouvriers, la comparer à l'Internationale jaune d'Amsterdam, pour faire voter les résolutions ci-dessous et enfin pour pousser les ouvriers à agir conformément aux résolutions prises.

Voici les résolutions à soumettre au vote dans les réunions.

1. La présente réunion (dénomination de l'industrie ou du comité et celle de l'organisation) fait appel au Comité Exécutif en lui demandant d'adhérer à l'Internationale Rouge des Syndicats, de faire tout le nécessaire pour élire des délégués au Congrès International des organisations syndicales pour le 1^{er} mai 1921 et convoqué par la susdite organisation. Ces délégués doivent recevoir des instructions afin d'appuyer, au nom de la susdite organisation, la politique révolutionnaire de l'Internationale Rouge des Syndicats ouvriers et de répondre aux appels venant de ses Comités Exécutifs.

2. Les Comités de propagande doivent bien expliquer aux ouvriers toute la responsabilité résultant de leur adhésion au Conseil. De tels comités de propagande doivent être organisés dans les Comités locaux ou dans les Comités centraux des syndicats, ou bien dans toutes les organisations où les conférences locales ou générales des syndicats et des organisations ouvrières doit être posée la question : Amsterdam ou Moscou ? Les résolutions que nous proposons de soumettre au vote dans des réunions doivent de même être soumises au vote lors des conférences.

3. Là où c'est possible, il faut utiliser les journaux syndicaux et les revues syndicalistes pour faire la propagande en faveur de l'Internationale Rouge, pour discuter la politique internationale de la classe ouvrière.

4. Dans les publications et lors des conférences, il faut faire la critique de la droite ; il faut discuter les questions concernant le mouvement syndical. Rien ne doit être négligé pour dénoncer la tactique des traîtres à la classe ouvrière, pour faire participer les ouvriers à la cause de la révolution sociale par la dictature mondiale du prolétariat.

Aux communistes, aux industrialistes, aux ouvriers révolutionnaires, nous faisons appel pour qu'ils entreprennent cette grande tâche.

Nous sommes sûrs qu'ils y réussiront.

J. MURPHY.

Pierre Lavrov et la Commune

P.-L. Lavrov est avec Mikhaïlovsky le fondateur du Populisme (Narodnitchestvo) russe, — cette base idéologique du Parti des socialistes-révolutionnaires qui a joué un si triste rôle dans l'histoire de la révolution russe. La Commune de Paris du 18 mars 1871, cet ouvrage de Lavrov écrit en 1879, a été réédité il y a trois ans en Russie.

La Commune de Paris est, comme on sait, la première expérience dans l'histoire universelle, d'une dictature prolétarienne ; la République soviétiste en Russie en est la deuxième étape destinée, selon toute apparence, à marquer le commencement d'une ère nouvelle — celle du pouvoir soviétiste universel.

Tous ceux qui prennent une part directe à la révolution sociale universelle, commencée en 1917 ne cessent de s'adresser à cet ouvrage sur la Commune de Paris, qui constitue pour eux une source précieuse. L'exemple de la lutte héroïque du prolétariat français qui a, selon l'expression immortelle de Marx, « pris le ciel d'assaut », inspire les ouvriers russes qui, après les Communistes français, ont les premiers victorieusement planté dans leur pays le drapeau rouge.

La façon dont l'auteur des *Lettres historiques* envisage cette expérience historique de la Commune est fort instructive car jamais nous ne trouverons chez Lavrov la moindre trace de cette adoration fétichiste de la « Démocratie » et de la « volonté du peuple » dont font preuve — en paroles tout au moins — ses élèves.

L'analyse de l'ouvrage de Lavrov, que nous allons entreprendre ici, sera donc d'un certain intérêt. Lavrov insiste sur la nécessité d'une lutte impitoyable contre le vieux monde.

Le parti révolutionnaire n'aurait pu lutter contre cette puissance historique et par cela même fortement enracinée de la routine, qu'au moyen d'assauts rapides, se succédant sans trêve ni hésitations et d'une activité exempte de tout compromis et consciente de sa force comme du but à atteindre. Mais pour tout cela les bases fondamentales lui faisaient défaut.

Lavrov a raison en disant que le trait caractéristique de la Commune était de représenter une révolution purement ouvrière. Il cite ces paroles d'Arnould :

Une révolution a éclaté, qui ne comptait dans les rangs des combattants ni avocats, ni députés, ni journalistes, ni généraux. A leur place on voyait des ouvriers du Creusot, des relieurs, des cuisiniers, etc. (p. 76).

Ceux qui prétendent avoir hérité de l'idéologie de Lavrov, préchent l'entente entre les classes antagonistes à l'époque de la guerre civile. Mais Lavrov lui-même, concevait parfaitement toute l'utopie d'une telle union au moment de la crise révolutionnaire.

L'idée de l'entente hantait la plupart des cerveaux...

Comme si une entente était possible entre le prolétariat révolté et les représentants du libéralisme et du radicalisme qui croyaient presque manquer de dignité en condescendant aux pourparlers avec de simples ouvriers, boutiquiers, etc. « sans mandats ». (p. 80)

Pendant un conciliabule avec le Comité central, le « Tigre », actuellement Clemenceau, a déclaré :

« Paris n'a pas le droit de s'élever contre la France et doit incontestablement accepter l'autorité de la réunion. Il n'existe pour le Comité qu'une seule façon de sortir de cette situation : céder la place aux députés et aux maires qui se sont déterminés à obtenir de l'Assemblée ce que désire Paris ! »

Les mêmes paroles, ou à peu près, sortirent de la bouche des menchéviks dans les premiers jours qui suivirent la révolution de novembre.

Très intéressante est l'opinion de Lavrov sur les capacités de la Commune :

On pouvait croire, dit-il, que le problème du gouvernement municipal serait le plus difficile à résoudre. Car des ouvriers ou des journalistes usurpaient des fonctions qui exigent, comme on le croit généralement, une longue expérience de la routine administrative. Mais il arriva précisément le contraire.

Bien qu'il fallût faire face à tous les besoins d'une ville d'un million et demi d'habitants, au milieu d'une désorganisation totale des administrations et des institutions que Thiers n'avait aucunement épargnées, le prolétariat de Paris se montra dans ses nouvelles fonctions d'administrateur et d'organisateur municipal plutôt supérieur aux représentants ordinaires de la routine administrative (p. 89).

Les ouvriers et les petits employés furent dès le premier jour en état de satisfaire à toutes les exigences journalières de la population et se débrouillèrent très facilement dans le fonctionnement de la machine administrative dont la direction faisait jusque là le monopole exclusif de gens élevés dans les traditions bureaucratiques et appartenant aux hautes classes de la société (p. 91).

Lavrov cite ces paroles d'Arnould :

Il n'y avait ni gendarmes, ni juges, mais il n'y avait pas davantage de contraventions. Chacun veillait lui-même à sa sécurité et à la sécurité générale (p. 91).

Lorsque le président de la commission d'instruction demanda au préfet de police Claude, si le nombre des crimes avait augmenté au commencement de l'année 1871, celui-ci lui répondit que du mois de janvier au 18 mars, la criminalité avait au contraire diminué ; pour ce qui est du temps de la Commune, il reconnut de mauvaise grâce que l'augmentation du nombre des crimes pendant cette période, « n'avait pu être prouvée » (p. 92).

Nous trouverons aussi très instructive cette lettre du premier organisateur militaire de la Commune Rossel, publiée le 9 mai, touchant la désorganisation militaire des Fédérés :

Je me sens incapable de porter plus longtemps la responsabilité d'un commandement où tout le monde délibère et où personne n'obéit. Lorsqu'il a fallu organiser l'artillerie, le Comité central d'artillerie a délibéré et n'a rien prescrit... J'ai voulu favoriser la concentration des armes, la réquisition des chevaux, la poursuite des réfractaires... La Commune a délibéré et n'a rien résolu... Le Comité central de la Fédération est venu offrir presque impérieusement son concours à l'administration de la guerre... J'ai accepté ce concours... Depuis ce temps-là, le Comité central délibère et n'a pas encore su agir. Pendant ce délai, l'ennemi enveloppait le fort d'Issy d'attaques aventureuses et imprudentes, dont je le punirais si j'avais la moindre force militaire disponible... Hier, pendant que chacun devait être au travail ou au feu, les chefs de légion délibéraient. Il résulta de leur conciliabule un projet au moment où il fallait des hommes, et une délibération de principes au moment où il fallait des actes... Je ne suis pas homme à reculer devant la répression, et hier, pendant que les chefs discutaient, le peloton d'exécution les attendait dans la cour. Mais je ne veux pas prendre seul l'initiative d'une mesure énergique, endosser seul l'odieux des exécutions qu'il faudrait faire

pour tirer de ce chaos l'organisation, l'obéissance et la victoire... J'ai deux lignes à choisir : briser l'obstacle qui entrave mon action ou me retirer. Je ne briserai pas l'obstacle, car l'obstacle, c'est vous et votre faiblesse : je ne veux pas atteindre à la souveraineté publique. Je me retire, et j'ai l'honneur de vous demander une cellule à Mazas.

ROSSEL.

P. Lanjalley et P. Corriez (p. 435-7).

Une organisation et une direction — voilà ce qui a manqué aux communards désemparés et ignorant des règles les plus élémentaires et les plus indispensables de la discipline militaire dans une ville assiégée, mais fermes jusqu'au bout dans la défense du drapeau rouge de la révolution prolétarienne qu'ils ont menée avec cette *furia française* dont nulle autre nation n'est capable (p. 105).

« Une désorganisation organisée » — tel est le titre dont le communard Rastoul à la séance du 25 avril gratifie cette « administration militaire ».

La première et unique réunion du Conseil militaire eut lieu dans Paris assiégé le 13 mai. Les Versaillais prirent Paris le 21 mai. Toute la défense avait été abandonnée à l'initiative personnelle des combattants.

Si le moindre plan d'action générale avait dirigé les puissants moyens de défense des assiégés — écrit Lissagaray (p. 358) — si Montmartre et le Panthéon avaient reçu l'ennemi par un feu croisé l'armée de Versailles aurait été anéantie dans Paris même.

Delescluze publia le 22 mai cette proclamation :

« Assez de militarisme. Place au peuple, aux combattants aux bras nus : L'heure de la guerre révolutionnaire a sonné. Le peuple ne connaît rien aux manœuvres savantes. Mais quand il a un fusil à la main, du pavé sous les pieds, il ne craint pas tous les stratéges de l'école monarchique. »

« Quand le ministre de la guerre flétrit ainsi toute discipline, qui voudra désormais obéir ? Quand il répudie toute méthode, qui voudra raisonner ? Et l'on verra des centaines d'hommes refuser de quitter le pavé de leur rue, ignorer le quartier voisin qui agonise, rester immobiles jusqu'à la dernière heure, attendre que l'armée vienne, les forcer (Lissagaray, p. 346).

« Le jour suivant, Montmartre, cette forteresse imprenable, tombeit sans combat, « sans siège, sans même de défense désespérée », alors que quelques centaines d'hommes déterminés auraient pu y résister à toute l'armée de Versailles (Lissagaray, p. 363).

Au sujet de la terreur des vainqueurs, Lavrov cite ces paroles d'un libéral modéré, Fiaux :

Les guerres de religion sous les derniers Valois, la nuit de Saint-Barthélemy, l'époque de la Terreur — tout cela n'était que jeux d'enfants à côté de cette terreur blanche. On a ramassé à Paris dans la dernière semaine de mai, 17.000 cadavres d'insurgés. Les massacres duraient encore vers le 15 juin (p. 107).

Le côté faible de la Commune, selon Lavrov, a été de n'avoir pas su donner une base économique au pouvoir politique dont elle s'était emparée, car ce pouvoir politique dont elle s'était emparée n'est qu'une fiction tant que dure l'exploitation capitaliste :

Comme l'ont dit Millière et Vermorel, il aurait fallu établir l'égalité économique et ce n'est qu'alors seulement que la liberté politique de tous et de chacun aurait été réalisée. Tant que l'inégalité économique existait et opprimait la majorité, il était impossible de poser et de résoudre rationnellement toute une série de questions d'importance primordiale, telles que : la liberté de réunion, les élections des représentants, les relations respectives entre administrateurs et administrés, l'autonomie personnelle par rapport à un groupe d'individus, celle de ce groupe par rapport à l'entité politique, l'autonomie et la fédération des communes en vue de l'unité politique de la France. (P. 109.)

Le succès d'une telle reconstruction dépendait

pleinement de la puissance du Parti révolutionnaire.

Mais pour qu'une telle révolution économique pût avoir lieu, il aurait fallu que le plan en fût conçu à l'avance, il aurait fallu qu'un parti fût formé préalablement dans les milieux ouvriers et ceux des partisans plus aisés de ce système ; il aurait fallu qu'au moment de l'explosion ce parti fût en état de mettre à la tête du mouvement les représentants de ces idées, conscients de leur mission révolutionnaire, prêts à assumer la responsabilité du premier pas dans un domaine qui contenait une forte part d'inconnu et d'incertain, et ces représentants des nouvelles idées devaient être suffisamment nombreux et suffisamment solidaires entre eux pour défendre leur plan contre les attaques des camarades encore insuffisamment pénétrés du sens réel de cette lutte entre le prolétariat et les classes dirigeantes de l'ancien régime. Il aurait fallu que cette majorité, mise à la tête du gouvernement révolutionnaire par ses partisans, offrît au prolétariat vainqueur un programme tout fait, au lieu d'étourdir les masses par des décrets fantastiques et peu intelligibles. Il aurait fallu que ce programme fût conçu sur la base des aspirations des intérêts et des pensées mêmes du prolétariat, de façon à en être compris et accepté sans retard, ce qui lui aurait permis d'être réalisé très rapidement. Il aurait fallu que les représentants du prolétariat formassent dans le gouvernement le groupe le plus puissant, le plus nettement déterminé dans son programme et les mesures pratiques qu'il proposait.

Ce n'est qu'à cette condition qu'ils auraient pu avoir raison de la routine politique traditionnelle et de l'ignorance politique des masses qui suivent toujours celui qui hésite le moins dans ses pensées et ses actes.

Un tel Parti n'existait pas au moment de la Commune de Paris — et ce fut la cause de sa ruine, mais aujourd'hui il s'est constitué dans la révolution russe — et c'est le Parti communiste.

Tandis que les communards étaient des gens imbus d'idées et de principes socialistes nouveaux, mais incertains d'eux-mêmes, sans plan d'action déterminé et par cela même incapables de réaliser n'importe quel système de mesures nouvelles correspondant au but de la révolution sociale. (P. 119.)

Mais la logique de la lutte poussait les communards à reconnaître les principes réalisés depuis par la révolution russe.

Dans le numéro 2 de leur journal *l'Ami du Peuple*, du 24 avril 1871, il est dit entre autre :

« Le vieil édifice gouvernemental doit être détruit de fond en comble et reconstruit sur les bases dictées par la science et la justice... »

« Le travail seul doit être rétribué... et ceux qui ne travaillent pas n'ont pas le droit de vivre, ou du moins de prendre part à la vie sociale. Ce sont là les principes fondamentaux de la Commune. »

Ainsi donc, les communards prévoyaient déjà la nécessité de priver du droit électoral les exploités — principe qui a été mis en vigueur par le prolétariat russe.

Lavrov ne cesse de souligner que toutes les tentatives de conciliation ne profitaient qu'aux ennemis de la Commune.

Les maçons font une puissante démonstration pour faire cesser l'effusion du sang. Toutes ces tentatives étaient d'un effet démoralisant sur la population de Paris car elles nourrissaient l'espoir d'une entente à l'amiable, alors que les ennemis étaient fermement décidés à terminer la rencontre par des répressions sanglantes. De telles tentatives ne faisaient donc qu'affaiblir l'énergie des assiégés de Paris. Leur effet était d'autant plus démoralisant, qu'il masquait aux yeux du prolétariat vainqueur un instant, cette vérité pleine de menaces que pour lui toute entente avec la bourgeoisie était impossible, qu'il ne pouvait avoir dans son milieu que des ennemis et que toute entente avec la bourgeoisie sera toujours basée du côté de cette dernière sur des tromperies et du côté du prolétariat

sur les concessions qu'il fera en renonçant à ses exigences et à ses revendications fondamentales.

D'ailleurs les bourgeois refusèrent eux-mêmes de collaborer à la Commune.

Tous les partisans de l'ancien système sortirent du Conseil de la Commune, reconnaissant par cela même que ce mouvement ouvrier était une révolution qui n'admettait aucune concession. (P. 138.)

Et Kautsky oppose cette « pure démocratie » de la Commune à la dictature de la République soviétiste !

Lavrov pose la question de la suprématie des travailleurs sur les éléments ennemis de la Commune — la minorité des exploités.

Paris contenait une foule d'éléments hostiles à la Commune et toute la partie aisée de la population en était. On se demande dans quelle mesure pouvait être concilié le principe de la liberté absolue proclamé par la révolution du 18 mars avec la nécessité de contenir et de réduire à l'impuissance ces éléments nocifs, qui en jouissant d'une liberté complète auraient pu porter une forte atteinte à la Commune par leur influence matérielle. (P. 140.)

Et il résout cette question par l'affirmative.

Si la révolution consciente de son caractère purement prolétarien s'était organisée sans tarder en commune de la classe ouvrière n'acceptant dans son milieu que ceux qui obéissaient aux principes de la révolution sociale et rejetant sans hésiter tous les éléments hostiles au prolétariat, la question de la différence entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire aurait été écartée par cela même ainsi que les prétentions des ennemis de la Commune à l'égalité en qualités de citoyens de diverses classes de la société. Si la Commune au lieu d'avoir été le résultat d'élections faites par des habitants quelconques d'une ville imbuë des traditions du féodalisme bourgeois, s'était composée de représentants de la classe ouvrière déterminés à écraser les classes dirigeantes et forts de ce principe fondamental de la lutte entre le travail et le capital, la querelle sur le rôle du Conseil de la Commune ne se serait pas élevée. Millière avait pleinement raison en disant que la révolution est toujours une « dictature », justement parce qu'elle est la révolution, autrement dit une négation de toutes les anciennes lois et une lutte entreprise pour faire accepter de force un nouveau programme social. (P. 141.)

Ainsi donc, Lavrov accuse la Commune de s'être méconnue elle-même et n'avoir pas su imposer sa dictature, d'avoir été trop molle et trop délicate envers la bourgeoisie et d'avoir trop compté avec ses prétentions à une « égalité » de droits avec les travailleurs.

Mais la dictature d'un parti vainqueur ne dirige jamais le tranchant de son arme que contre les éléments ennemis du nouveau système, il ne saurait en être question dans le milieu même des vainqueurs.

Lorsqu'une explosion révolutionnaire met à la tête du mouvement des individus qui sont un écho vivant des milieux ouvriers dont ils sont issus, — et qui ne peuvent en aucune façon opposer leur volonté arbitraire aux opinions d'un parti ouvrier puissamment organisé, ces individus ne signifient et ne peuvent rien par eux-mêmes. Leur rôle se borne à être les représentants des opinions de leur parti et les exécuteurs du programme de ce parti. Ce sont des délégués munis d'un « mandat formel ». Ils peuvent soumettre au parti un plan d'action nouveau selon les circonstances ; ils doivent même le faire dans le cas où les circonstances de leur vie les auraient mis en état d'étudier plus profondément les questions dont la majorité n'a pas le loisir de s'occuper sérieusement. Néanmoins ils ne pourront mettre à exécution leur nouveau programme que s'il est accepté et ratifié par le parti et s'il exprime plus ou moins clairement les exigences et les opinions du parti. La tyrannie de leur pouvoir ne saurait gêner en rien leurs partisans, elle n'a même pas lieu de s'exercer et à ce

point de vue ils ne sont même pas des dictateurs, mais seulement des délégués. La majorité qui remporte la victoire a le droit d'exercer sa dictature contre les ennemis vaincus de la révolution. *Toutes les lois qui défendaient leurs privilèges sont abolies par la dictature révolutionnaire*, et ce n'est qu'au nom de principes révolutionnaires nouveaux ou bien en vue des intérêts du nouveau système que de nouveaux droits pourront leur être accordés.

Pour qu'une société nouvelle puisse exister et lutter contre ses ennemis extérieurs et se développer dans le sens de ses principes, il est indispensable qu'elle se garantisse d'une façon ou d'une autre contre ceux qui, demeurant dans son milieu, étaient et restent les ennemis de ces principes. (P. 142-143.)

La dictature est une dure tyrannie des vainqueurs à l'égard des partisans de l'ancien système — voilà l'*ultima ratio* d'une révolution victorieuse.

Ainsi donc le lendemain d'une victoire révolutionnaire, la nécessité d'une dictature s'impose fatalement à l'égard du côté adverse, tandis qu'au cœur même du nouveau régime elle sera d'autant moins utile que le parti vainqueur aura été mieux organisé et que la liaison matérielle et morale de ce parti sera plus étroite avec les délégués placés par lui à la tête du mouvement. (P. 143.)

Et cependant un grand nombre de communistes dirigeant le mouvement, étaient loin de comprendre ce qu'attendait d'eux la révolution et les partisans des mesures révolutionnaires eux-mêmes bornaient leur activité à la politique pure.

Paris en sa qualité de commune du prolétariat émancipé, exigeait la prise de mesures révolutionnaires, c'est-à-dire dictatoriales à l'égard des ennemis du nouveau régime. La majorité de la Commune se prononçait dans ce sens au nom des traditions révolutionnaires, sans se rendre compte que toutes ces mesures resteraient parfaitement impuissantes tant que Paris représenterait une commune de classes politiques différentes, où la plus grande partie des richesses matérielles restait aux mains de la bourgeoisie ennemie. La minorité, au nom de la liberté et de l'égalité, lutait contre toutes les manifestations de la dictature, oubliant que l'égalité ne saurait être établie que sur une base économique organisée à nouveau par la dictature révolutionnaire du prolétariat, et qu'il n'y avait pas à parler de liberté tant que cette égalité n'aurait pas été réalisée.

La Commune devait supprimer la liberté de la presse qui servait les intérêts de ses ennemis mortels.

Il était plus qu'évident que dans une ville assiégée, en pleine opérations militaires, on n'aurait pas dû souffrir l'existence d'une presse qui calomniait systématiquement l'armée de la Commune et ses chefs. (P. 147.)

Et Lavrov cite ces paroles d'Arnould :

Une ville assiégée ne doit point permettre que les souhaits de sa perte soient exprimés ouvertement dans son enceinte même, que la fermeté de ses défenseurs soit troublée par des appels à la capitulation et que le mouvement de ses armées soit dévoilé à ses ennemis. Telle était pourtant la situation à Paris pendant la Commune. (P. 147.)

Malheureusement, la Commune n'a pas su se défaire à temps de son idéologie des lois libérales.

Et c'est pourquoi la Commune et le Comité de Salut Public, tout en doutant de leur propre droit, fermaient les journaux ennemis contrairement aux principes de « la liberté de la presse », défendaient les réunions des éléments ennemis, contrairement aux principes de « la liberté des réunions », ordonnaient des perquisitions pour désarmer la garde nationale ennemie. Il leur eût fallu opérer des arrestations sans jugement et tenir les prévenus au secret, il leur eût fallu même faire appel aux services des bons citoyens pour orga-

niser une police secrète et les stimuler à la dénonciation des ennemis cachés.

Rien d'étonnant que dans ces conditions la défense contre l'ennemi intérieur boitât.

Dans les circonstances difficiles où se trouvait la Commune — dit Benoît Malon, — l'organisation d'une bonne police politique était indispensable. C'était l'affaire du Comité de Salut Public dont tout le pouvoir était concentré entre les mains de Ferré et de Rigault, mais ces derniers n'étaient pas de force à le faire. Ils ne disposaient d'aucun service organisé. En désirant éviter tout despotisme politique, on arrêtait à droite et à gauche au hasard, sans jamais tomber sur des individus vraiment dangereux. Et pendant ce temps, ceux qui voulaient faire tomber la Commune par un soulèvement provoqué à l'intérieur, complotaient tout à leur aise et c'est tout juste s'ils n'arrivèrent à former à Paris une armée de mécontents. Et les délégués du Salut Public n'en savaient rien... Pas un des chefs du complot ne fut arrêté. La Commune aurait eu besoin dans cette occasion d'un service politique régulier d'agents expérimentés et fermes, tandis qu'elle ne disposait que de policiers en rupture d'orgie. (P. 149.)

Voici ce qu'écrivit à ce propos Arnould :

Les agents de Versailles échappaient aux poursuites, ou bien s'il leur arrivait d'être pris, ils se trouvaient en liberté le lendemain, délivrés on ne sait comment et par qui. (P. 149.)

Pour juger jusqu'à quel point toutes les légendes sur la soi-disant cruauté des communards sont loin de la vérité, il suffirait de citer ce récit d'Arnould où il s'agit du plus « terrible » des membres de la Commune. Delescluze qui, les larmes aux yeux, demandait grâce pour la vie d'un gendarme versaillais prisonnier, à un garde national exaspéré et répétait : « Ne suivons pas l'exemple de nos ennemis ; ne tuons pas des prisonniers sans défense ! Et remarquons qu'il était soutenu dans cette démarche par un membre de la Commune encore plus « terrible » de réputation — le « féroce » Félix Piat.

Je n'ai jamais vu — dit Art. Arnould de la Commune — une réunion d'hommes qui aient manifesté plus de répulsion instinctive ou consciente pour l'effusion du sang et pour la peine de mort.

Et Lavrov remarque fort à propos que 64 otages seulement sur 260 furent mis à mort dans les journées tragiques de la prise de Paris, pendant que les Versaillais massacraient les habitants de Paris par dizaine de mille. (P. 153.)

La Commune n'a rien fait pour établir des relations avec les ouvriers des autres pays.

Lavrov cite à ce sujet ces paroles de Lissagaray :

Par toute l'Europe les classes ouvrières guettaient avidement les nouvelles de Paris. Leurs cœurs battaient à l'unisson avec celui de la grande ville, devenue leur capitale ; les manifestations, les adresses et les réunions se succédaient sans relâche. Leurs journaux très pauvres pour la plupart, luttaient courageusement contre les calomnies de la presse bourgeoise. Le devoir de la délégation était de tendre la main à ces précieux alliés. Elle n'en fit rien. (P. 157.)

Lavrov fait remarquer que la Commune s'était heurtée à une difficulté inévitable à toute révolution prolétarienne — la nécessité de construire une nouvelle société avec le concours des hommes élevés dans l'atmosphère de l'ancien régime.

« Les hommes ne se transforment pas d'un jour à l'autre, et ne changent pas leurs habitudes au premier signal donné ». Nous répéterons les paroles d'Arnould (chapitre III, p. 95) : « Il ne faut pas oublier que les gens qui rêvent d'une société nouvelle et s'efforcent à en poser les bases, sont nés et ont vécu dans la société actuelle, dont les traditions, les exemples et l'éducation sont si fortement enracinés en eux

qu'il est difficile de les arracher complètement. (P. 161.)

Néanmoins, la Commune réussit pendant les deux mois et demi de son existence, à détruire dans sa racine la traditionnelle illusion qu'un pays ne pouvait être gouverné que par les classes cultivées et riches :

La Commune de Paris en 1871 était la première organisation sociale ayant à sa tête des Frankel, des Varlin, des Rend et d'autres représentants du travail manuel ; malgré toutes leurs bévues et toutes les fautes commises dans la direction de la Commune, ils ont prouvé que les classes ouvrières peuvent fournir pour la direction des affaires publiques des hommes tout aussi capables que les administrateurs des classes cultivées qui en avaient jusque-là la prérogative... A côté des décrets sortis des parlements et des ministères bondés de politiciens soigneusement éduqués, tirés à quatre épingles et bien dressés, les nouvelles lois des communards ne sauraient encourir aucun reproche sérieux ; les relieurs, les serruriers et les orfèvres se montrèrent tout aussi aptes à cette besogne que les élèves des différents lycées et écoles spéciales, formés dans les milieux des politiciens et des brasseurs d'affaires.

La Commune durant sa courte existence, a complètement détruit l'illusion qu'on se faisait sur les avantages que donne la culture bourgeoise pour la direction des affaires publiques — l'illusion que le prolétariat devait, le lendemain de sa victoire, avoir fatalement recours à l'expérience des bourgeois vaincus et remettrait ainsi à sa tête ceux qu'il avait renversés. (P. 163.)

La bourgeoisie comprit elle-même le caractère que prenaient les choses et abandonna la Commune, malgré l'égalité de droits qui lui était accordée en principes.

Tous les députés bourgeois quittèrent le Conseil municipal dès qu'ils s'aperçurent que la direction des affaires publiques leur échappait et que la « liquidation sociale » n'était qu'une question de temps. (P. 168.)

Les communards étaient cependant moins irréductibles dans leur antagonisme et s'obstinaient dans l'espoir d'une entente possible avec leurs ennemis. C'est dans cet espoir que les internationalistes Jourde et Varlin respectaient les cachets de la banque d'Etat ; Jourde affirmait que la Commune n'en voulait pas à la propriété privée et prenait toutes ses précautions pour que ses opérations financières n'effraient pas le « crédit », c'est-à-dire — la bourgeoisie. De même l'internationaliste Longuet assurait dans son journal officiel que la discorde sociale n'existait pas à Paris, qui plaçait au premier plan la question de son autonomie politique. Tous les socialistes prêchaient l'union et la réconciliation était imposable. Tous les sermons empêchaient de poser nettement les questions de la révolution sociale, *démoralisaient les masses en leur donnant l'espoir d'un accord* et en leur ôtant par cela même le désir d'entreprendre des mesures de défense énergiques. Ce n'est que vers la fin du deuxième siège que la conscience nette de la situation se fit jour et que des voix partirent des milieux ouvriers pour crier que « tout homme parlant d'un accord possible était un traître ». (p. 170.)

Lavrov se prononce nettement contre les illusions des communards et soutient que le gouvernement d'une révolution sociale devait exclure de la Commune ouvrière tous les éléments ennemis du prolétariat.

L'autonomie des groupes et leur fédération n'y avait d'importance, qu'en tant qu'autonomie de groupes organisés, ayant établi l'égalité économique, pour le soutien de cette égalité, et délivrés de tous les éléments ennemis de la classe ouvrière ou étrangers aux principes du nouveau régime. (P. 172.)

La Commune n'en était encore qu'aux premiers pas dans la voie de la révolution économique.

C'était l'affaire de la Commission du travail, de l'industrie et de l'échange, organisée par les membres de l'Internationale au cours du Conseil communal : Malon, Frankel, Tenot, Dupont et Avrial entraient dans sa composition. (P. 172.)

Mais les ennemis intérieurs et extérieurs de la Commune ne lui en laissèrent pas le loisir et la seule voie à suivre dans les circonstances où elle se trouvait aurait dû être tout autre : il aurait fallu proposer aux groupes ouvriers organisés un plan préparé à l'avance (tout imparfait qu'il puisse être) du nouveau système de l'organisation du travail, de la production et de l'échange ; le faire accepter rapidement et mettre en action ces nouvelles mesures révolutionnaires dans la Commune, quitte à procéder ensuite à une *revision méthodique et attentive de ces lois temporaires* dans le cas où le nouveau régime serait arrivé à affermir sa victoire. (P. 173.)

Comme nous voyons, Lavrov comptait avec les erreurs inévitables de toute nouvelle organisation sociale, mais il ne s'en formalisait pas, sachant que le prolétariat saurait les corriger dans le cas où il garderait le pouvoir.

Mais l'activité réorganisatrice de la Commune était entravée par la lutte contre les Versaillais.

Rien n'existait à côté des inquiétudes incessantes et des perturbations causées par la lutte quotidienne contre l'ennemi extérieur et contre les mille difficultés suscitées à chaque instant par les ennemis du prolétariat qui pullulaient à l'intérieur de Paris. Les différends qui surgissaient d'une coterie à l'autre se disputant le pouvoir ne pouvaient qu'augmenter encore le désarroi général. (P. 178.)

Les communards manquaient d'une base théorique solide et c'est, de l'avis de Lavrov, ce qui a contribué pour une forte part à leur perte.

Néanmoins, les révolutions qui se font au nom des grandes idées sociales ont besoin pour réussir, à côté de l'enthousiasme batailleur des masses, d'un approfondissement raisonné du but qu'elles poursuivent et des principes qui en sont la base, à côté des victimes tombant sous les coups de l'ennemi et des porte-drapeaux triomphants, du rappel incessant du sens véritable de la lutte sanglante et des problèmes qu'elle doit résoudre pour donner à la bataille une énergie nouvelle et la rendre plus productive pour l'avenir. (P. 179-180.)

Pour conclure, Lavrov dit :

Il faut s'étonner non pas que la Commune n'ait pas su tenir et qu'elle n'ait rien fait d'important, mais au contraire qu'elle ait duré si longtemps et qu'elle ait accompli tant de choses. (P. 187.)

L'importance du rôle de la Commune dans les destinées de la future révolution sociale universelle est inestimable, malgré sa défaite.

La Commune de Paris — dit Lavrov — en tant qu'idée et en tant que « révolution nouvelle » a laissé une trace indélébile dans l'histoire de la pensée socialiste ; mais sa plus belle page dans l'histoire de l'héroïsme humain sera le souvenir immortel de ces milliers de héros et d'héroïnes, martyrs inconnus, qui se sont battus et qui ont péri aux barricades du 26-28 mai, qui ont souffert et sont morts aux pontons, dans les prisons, à la Nouvelle-Calédonie, et qui par leurs souffrances et par leur sang ont fertilisé le terrain qui donnera naissance à la future révolution sociale victorieuse. (P. 189-190.)

Lavrov s'étend ensuite sur l'importance historique colossale d'une révolution ouvrière, même dans le cas où son premier élan se termine par une défaite.

Il ne reste plus actuellement aucune base religieuse, politique ou nationale, sur laquelle le prolétariat pourrait s'appuyer pour une entente avec les classes dirigeantes. Aussitôt que les conjonctures historiques donneront aux masses ouvrières ne fut-ce qu'une victoire temporaire, il sait qu'il doit opérer immédiatement une révolution économique.

Quelque insuffisante que puisse être la première

tentative d'un nouveau système, le fait seul qu'elle s'accomplit sciemment et énergiquement est une grande victoire. L'artillerie du prolétariat, c'est « son idéal social ». Si la victoire qu'il a remportée reste solide, il aura assez de temps pour perfectionner cette première tentative par une série de réformes plus ou moins pacifiques. Rien ne nous vient ici à l'état de maturité dès le début. Tout passe par une série de phases de développement, mais les révolutions réelles donnent naissance à des types originaux nouveaux et le développement auquel sont soumis ensuite ces nouveaux types n'a rien de commun avec ceux des types antérieurs. Quand bien même cette révolution serait étouffée, les perturbations même passagères qu'elle aura accomplies au cœur de l'ancien système en l'étranglant dans sa base ne s'effaceront jamais sans conséquences graves. Ces révolutions contre les représentants de l'ancienne routine et des anciens cadres sociaux peuvent être suivies par des Césars dictateurs et même par des restaurations. Mais si les Stuarts reviennent, ni les Bourbons, ni la dictature des nouveaux Cromwells et de nouveaux Napoléons ne seront jamais en état de remettre les choses au premier point. Toute restauration portera en elle les traces de la révolution accomplie ou bien les germes de nouvelles révolutions qui s'accompliront sur les mêmes principes que la première. Le renversement même passager de l'ordre économique de la propriété et du monopole ne permettra jamais son rétablissement parfait et gardera après sa restauration des fissures qui mèneront fatalement à sa destruction.

Peu importe la qualité des mesures qui seront prises pour opérer la révolution économique et les principes terroristes ou humanitaires qui seront à leur base le tout est que ces mesures soient réelles et qu'elles atteignent leur but. Arthur Arnould a dit avec raison (chapitre XI, p. 159) : « La force brutale pas plus que la modération ne créent des principes. » — « Il faut faire le nécessaire, et voilà tout ». Au moment où les combinaisons historiques permettent aux ouvriers d'une nation donnée de remporter une victoire même passagère sur leurs ennemis et de diriger le cours des événements, le prolétariat doit se servir de tous les moyens dont il dispose, quels qu'ils soient, pour opérer une révolution économique et en garantir la solidité dans la mesure de ses moyens. Toutes les autres considérations doivent s'effacer devant ce but principal.

Mais pour ce faire, une organisation et un plan d'action politique élaboré à l'avance sont indispensables. Nous avons vu que l'absence d'une entente préalable et d'une solidarité basée sur des principes fermes ont rendu les socialistes de la Commune impuissants à lutter contre leurs ennemis (p. 212).

Les chefs des communards de Paris n'étaient pas en état de diriger sciemment et méthodiquement le mouvement révolutionnaire.

Ils manquaient eux-mêmes de solidarité, de fermeté dans leurs principes, de connaissances profondes et de programme général. Au moment décisif de la rencontre, un parti sans programme est impuissant.

Il sut avoir le dessus et se mettre à la tête du mouvement, mais il n'arriva jamais à lui donner une direction. Lorsqu'il faut agir et qu'il n'y a point d'hommes d'idées avancées pour oser indiquer les nouvelles voies à prendre, le mouvement suivra inévitablement fatalement les exemples toujours prêts de l'ancienne routine.

Aux moments historiques décisifs, les masses suivront toujours le drapeau qui portera le caractère du programme le plus nettement déterminé, le plus simple et le plus clair dans ses buts. Les masses suivront ceux qui sont prêts et qui n'hésitent pas (p. 215).

La Commune manquait précisément d'une conscience nette de ses buts et de cette fermeté déterminée dans les actes qui sont la première condition du succès. Les conciliateurs et les partisans d'une entente avec la bourgeoisie ont également contribué pour une forte part à ralentir la marche victorieuse de la révolution.

Là aussi, il se trouva des conciliateurs qui voulaient apaiser l'insurrection ouvrière et les pousser à conclure un arrangement avec leurs ennemis, et des bourgeois qui, tout en restant dans l'autre camp, expri-

maient leurs sympathies à la Commune et leur réprobation au gouvernement de Versailles. Mais quel fut le résultat de l'activité de tous ces intermédiaires bienveillants ? Certains d'entre eux se révélèrent ensuite traitres ou ennemis acharnés du prolétariat, d'autres comme ses amis les plus dangereux. Les maires et les députés de Paris, en semant la démoralisation et l'incertitude dans les esprits des communards, donnèrent aux Versaillais le temps de se ressaisir, de rassembler leurs forces et de réorganiser leur armée. Au moment du danger et des actions décisives, tous ces « amis » furent introuvables à Paris et leurs noms ornèrent plus tard la liste des félicitations adressées à l'armée qui accomplit les hauts faits de la « semaine sanglante ». La responsabilité de cette semaine sanglante restera éternellement sur la conscience de ces amis du peuple, sur la conscience de ceux dont les noms figurent si brillamment aujourd'hui dans la presse la plus radicale de Paris.

Leurs tentatives de réconciliation et leurs espoirs utopiques ont paralysé l'activité de la révolution ouvrière précisément au moment où seule une fermeté énergique et une détermination rapide pouvaient donner des chances de succès définitif à ce mouvement ouvrier qui avait éclaté d'une manière aussi inattendue pour ceux qui y prenaient part que pour ceux qui voulaient le maîtriser ; ils ont jeté le désarroi et la démoralisation dans les masses ouvrières au moment où leur mouvement par son expansivité et son impétuosité aurait pu gagner toutes les sympathies de la France, plus étonnée des événements survenus que consciente de leur valeur réelle (p. 222-223).

Nous recommandons à l'attention de tous ceux qui déplorent les horreurs de la guerre civile, ces paroles vraiment inspirées de Lavrov :

« Qu'ils approfondissent attentivement l'histoire de la Commune de Paris ! Ses représentants étaient-ils réellement altérés de sang ? Et n'ont-ils pas au contraire cherché tous les moyens possibles pour liquider pacifiquement toutes les rencontres ? Du 19 mars au 21 mai, pas une goutte de sang des ennemis intérieurs de la Commune n'a été versée. Qu'y a-t-elle gagné ? Les publicistes et les orateurs du parti adverse, qui usurpent le titre d'historiens, ne prennent nullement en considération ces tendances pacifiques et ces tentatives de conciliation qui ont duré si longtemps. Les souvenirs des ennemis de la Commune s'associent uniquement avec des résolutions déterminées et cruelles qui n'ont jamais été mises en pratique, avec les explosions passionnées qui ont surgi bien avant l'établissement à Paris d'un système organisé quel qu'il soit ou bien pendant la lutte désespérée des derniers moments de la Commune. Le désir d'une liquidation pacifique et la répulsion des catastrophes sanglantes sont parfaitement naturels à tous ceux qui raisonnent, d'autant plus que ces épisodes sanglants ne font qu'augmenter l'excitation générale sans nullement faciliter la solution des problèmes sociaux. Mais l'histoire a toujours posé face à face des intérêts, des passions et des convictions qui ne sauraient être conciliées et toutes les tentatives faites en ce sens, loin de diminuer le nombre des victimes, ne font au contraire que l'augmenter encore. Il est des moments historiques où les passions humaines ne peuvent pas être complètement maîtrisées, la haine provoquée par le souvenir du passé étant trop intense.

Du moment que l'ennemi défend des intérêts ou des convictions auxquels il ne saurait probablement renoncer volontairement, ceux-là mêmes qui respectent le plus la vie humaine, le sang humain, doivent tout faire pour remporter une victoire rapide et définitive et pour réduire ensuite leurs ennemis à une impuissance complète, car c'est l'unique manière d'obtenir un minimum de victimes, un minimum de sang versé. Dans le régime actuel, les privilèges dont jouit la majorité au pouvoir sont trop importants et trop précieusement gardés pour laisser le moindre espoir qu'elle en cède quoi que ce soit volontairement ; ces privilèges et ces intérêts seront défendus jusqu'au bout et par tous les moyens. Nous devons en être sûrs et nous y attendre.

Quand donc les possesseurs du pouvoir dans une société ont-ils cédé ce pouvoir sans effusion de sang ? Comment pouvait-on croire que le gouvernement de Versailles se rendrait aux exigences même modestes de Paris sans y être obligé par la force ? Comment pour-

vait-on croire que cette réunion, composée des représentants les plus bornés et les plus entêtés des partis politiques de la France était en état de s'entendre avec le prolétariat parisien ? N'est-ce donc pas Versailles qui a engagé la lutte ? Et du moment que la lutte — une lutte acharnée et sanglante — était inévitable, n'est-ce pas en la menant énergiquement et rapidement dès son début qu'on aurait conservé le plus de vies humaines ?

Si Versailles avait été occupé le 20 mars, et si après la victoire des Parisiens — et elle était possible alors — après une transformation radicale du système économique, des émissaires de Paris étaient venus dans toutes les villes de France avec un « appel aux insurgés » et qu'une Convention se fût réunie rapidement, s'appuyant sur les communes armées du prolétariat de toute la France, il y aurait eu moins de sang versé pour la mise en vigueur des décrets de cette Convention, qu'il n'en a été versé dans la « semaine sanglante ».

Toutes les fois qu'une révolution s'accomplit au nom d'une idée progressive, il est toujours plus avantageux d'attaquer que de se borner à la défense. L'imagination des ennemis, comme celle des spectateurs neutres qui n'ont pas encore été touchés par le mouvement, sera frappée par l'énergie et la rapidité d'action des partisans du nouveau système, bien avant que les convictions et les principes de ces derniers apparaissent dans toute leur logique et toute leur vérité morale à l'esprit de ceux qui doutent encore. Du moment que nous sommes certains qu'aucune paix n'est possible avec l'ennemi et qu'il ne cédera pas de son plein gré à nos exigences, du moment surtout que l'avenir de l'humanité entière dépend du succès final de la lutte que nous entreprenons, nous devons, pour réduire le nombre des victimes inévitables au minimum, frapper d'une main ferme, rapide et sûre : et cela précisément parce que l'avenir de l'humanité entière est en jeu (p. 227).

Il sera intéressant de citer les idées exprimées par Lavrov sur la Commune dans ses lettres à Stekenschneider et publiées par l'*Echo du Passé* en septembre 1916. On peut voir dans ces lettres quelle importance historique il attache à cette révolution, tout en reconnaissant ses erreurs.

Lavrov écrivait le 12 juillet 1972 :

Vous posez aux défenseurs de la Commune des exigences impossibles à remplir. Comment voulez-vous qu'on prouve l'équité, l'intelligence et la justesse des actions humaines pendant l'orage, alors que toute illusion même de libre arbitre disparaît ? La seule question qu'il est permis de se poser, c'est s'ils devaient se jeter eux-mêmes et entraîner les autres dans le torrent orageux dont l'impétuosité dépassait tous les calculs et toutes les prévisions, ou bien s'ils devaient s'en abstenir.

Et voilà ce que nous lisons dans sa lettre du 17 juillet :

En ce qui concerne les communards que vous chargez si impitoyablement dans votre longue lettre, laissez-moi vous décrire la position dans laquelle se trouvent deux d'entre eux actuellement : le premier, qui était ministre sous la Commune et avait en son pouvoir des centaines de mille francs, demeure dans une mansarde, où je vais le voir quelquefois le dimanche, il y travaille entouré de différents produits chimiques, et y fait sa correspondance avec des pays lointains. Il est impossible de le voir dans la semaine, car il travaille dans une fabrique. Le second, ex-commandant en chef de toute une division militaire pendant la défense de Paris, est alité, souffrant de ses vieilles blessures, et néanmoins il n'a déclaré, la dernière fois que j'ai été le voir, qu'étant dans l'impossibilité de payer son loyer, il serait dorénavant obligé de mener la vie des rôdeurs, vivant et couchant au hasard, n'importe où. Lui aussi a eu à sa portée des sommes d'argent fabuleuses. Vous me direz ce que vous voudrez, mais pour moi ces deux hommes sont dignes de tous les respects : ils avaient des convictions solides et justes ; ils ont fait, au nom de ces principes, tout ce qu'ils ont pu, sans l'ombre de calculs égoïstes et malgré tous les coups dont la destinée les frappe, ils poursuivent leur route du même pas déterminé. Ces deux hommes

ont-ils eu raison d'agir comme ils l'ont fait ? Je laisse la réponse à cette question à ceux qui ont toujours agi comme ils le devaient et qui ne se sont jamais perdus dans le dédale des circonstances.

Lavrov avait le sentiment de la fatalité du développement historique qui fait absolument défaut à ceux qui se considèrent comme ses élèves. Il est très important de remarquer que Lavrov notait dans l'activité des communards les mêmes erreurs que Marx et Engels.

Le 12 avril 1871, Marx écrivait à Kügelman :

Il fallait marcher sur Versailles aussitôt que Vinoy et toute la partie réactionnaire de la garde nationale se sont enfuis de Paris. Ils ont laissé passer le bon moment par excès de loyauté. Ils ne voulaient pas commencer la guerre civile, comme si ce sinistre renégat de Thiers ne l'avait pas commencée déjà par sa tentative de désarmer Paris. Deuxième erreur : le comité central a cédé trop tôt ses fonctions à la Commune — et cela encore par un excès de « loyauté » poussée à un degré maladif.

Dans cet « Appel du Comité de l'Association Internationale des Travailleurs, à l'occasion de la guerre de 1871 en France », Marx reproche aux communards de n'avoir pas entrepris aussitôt l'attaque de la contre-révolution incarnée dans l'Assemblée Nationale de Versailles.

Mais, par répulsion pour la guerre civile qui menaçait d'éclater à Paris, le Comité Central gardait une attitude purement défensive, sans prendre garde aux sorties effrontées de l'Assemblée Nationale, ni aux interventions impromptues de son pouvoir exécutif dans ses affaires, ni à l'anneau des armées qui se rétrécissait de plus en plus autour de Paris et de la banlieue. C'est alors que Thiers donna le signal de la guerre civile.

La Commune n'a rien entrepris pour lutter avec la contre-révolution dans l'intérieur de Paris

Loin d'arrêter et de désarmer les agents de la police, comme il fallait le faire, on facilita au contraire leur fuite à Versailles en ouvrant devant eux toutes grandes les portes de Paris. Les « partisans de l'ordre » furent non seulement laissés en paix, mais on leur donna le moyen de former des centres fortifiés importants au cœur même de Paris.

Cette indulgence du Comité Central et cette attitude pacifique des ouvriers armés si peu dans les habitudes du « parti de l'ordre » furent prises par ce dernier pour un aveu de leur impuissance.

Marx considère que la principale erreur des communards était de n'avoir pas marché eux-mêmes sur « l'Assemblée des propriétaires ».

Le Comité Central, en refusant de continuer la guerre civile engagée par Thiers dans son expédition nocturne contre Montmartre, a commis une erreur fatale : il fallait immédiatement marcher sur Versailles — Versailles n'avait pas encore à ce moment des moyens de défense suffisants — et en finir une fois pour toutes avec les conspirations de Thiers et de sa clique. Au lieu de cela, on permit au « parti de l'ordre » d'éprouver à nouveau ses forces aux élections à la Commune du 26 mars.

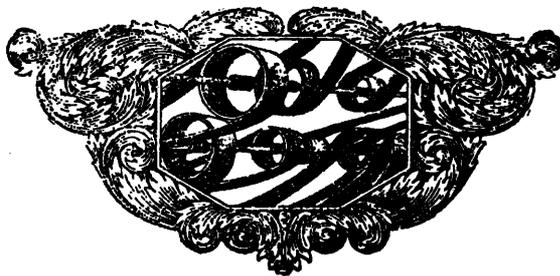
Comme nous voyons, Marx reproche aux ouvriers de Paris d'avoir, par suite de leur respect exagéré du « démocratisme » permis à leurs ennemis de prendre part aux élections à la Commune. Le même reproche leur a été adressé, comme nous l'avons vu, par Lavrov. Voici ce qu'écrivait Engels en 1873 dans son article publié dans un recueil socialiste italien et dirigé contre les autonomistes proudhoniens :

« La révolution est, sans nul doute, l'acte le plus autoritaire qui soit, la révolution est un acte pendant lequel une partie de la population impose sa volonté à l'autre partie à l'aide de fusils, de baïonnettes, de canons, etc.... c'est-à-dire par des moyens autoritaires s'il en est. Et le parti vainqueur est souvent obligé par les circonstances de maintenir son pouvoir en entretenant les sentiments de crainte qu'inspire son

fusil aux réactionnaires. Si la Commune de Paris n'avait pas été soutenue par l'autorité du peuple armé, elle n'aurait guère tenu plus d'un jour. Ne sommes-nous pas en droit au contraire de reprocher à la Commune de s'être trop peu servie de son autorité ? » « La révolution ouvrière n'est possible que sous la forme d'une dictature prolétarienne exercée contre la bourgeoisie », déclaraient Marx et Engels en se basant sur l'expérience de la Commune.

Lavrov, ce représentant d'une interprétation idéaliste de l'histoire, en vient aux mêmes conclusions en se basant sur les mêmes faits. Une dictature prolétarienne inébranlable, et une guerre sans merci contre les exploités ; leur exclusion absolue de la commune ouvrière, une détermination et une audace sans limites dans la réalisation du programme ouvrier — tels sont les préceptes de Lavrov — l'un des pères spirituels du populisme (narodnitchestvo). Mais, hélas ! combien toutes ces vérités sont loin de l'esprit de ses pitoyables disciples, qui, sous le drapeau de l'Assemblée Nationale et de la démocratie s'unissent à Koltchak contre la révolution du prolétariat !

V. BYSTRANSKY.



Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAISSANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	14 »	16 »
12 mois	28 »	32 »

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à
René REYNAUD, 123, rue Montmartre — PARIS

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
123, rue Montmartre, Paris (2^e).
Georges DANGON, imprimeur